

Continuer à valoriser le qualifiant

Brigitte GERARD

Thierry CASTAGNE a succédé à Luc WILLAME en tant que Président de la Fondation pour l'Enseignement¹. Son credo ? Poursuivre l'objectif de la Fondation en favorisant les liens entre le monde professionnel et l'enseignement, comme il l'a toujours fait au cours de sa carrière.

Quel a été votre parcours ?

Thierry CASTAGNE : J'ai commencé ma carrière à Fabrimétal, devenu Agoria, la fédération d'entreprises qui représente les secteurs de la technologie et de l'industrie. Pendant dix ans, j'y ai été en charge des questions d'emploi, de formation et d'enseignement. J'ai ensuite passé dix ans à la Direction provinciale d'Agoria du Hainaut, de Namur et du Brabant wallon, avant de reprendre en 2010 la Direction générale pour la Wallonie. J'ai quitté Agoria le 1^{er} janvier dernier pour devenir administrateur-délégué de Technifutur, centre de compétences pour la Wallonie et Bruxelles, qui développe des activités de formation et de sensibilisation touchant 20 000 personnes par an. J'ai aussi été actif dans de nombreux PO, conseils d'administration, comités d'orientation, surtout au niveau des Hautes Écoles et universités, et dans les Instances Bassins. Je me suis toujours fortement impliqué dans le monde de l'enseignement et au niveau des liens enseignement-entreprise. J'ai aussi toujours combiné implication au plus haut niveau et actions de terrain. C'est un peu le sens de mon engagement dans la Fondation pour l'Enseignement, qui émet des propositions et recommandations mais met également en place des actions de terrain.

La Fondation fête cette année ses 5 ans d'existence. Quel bilan tirez-vous de son action ?

ThC : C'est un lieu unique, qui rassemble les patrons de l'enseignement et ceux du monde de l'entreprise. La Fondation accompagne la mise en place du Pacte pour un enseignement d'excellence, non pas dans une perspective politique mais en restant à l'écoute et en soutien des acteurs, au-delà d'ailleurs des employeurs de l'école et de l'entreprise qu'elle représente.

Le Pacte doit être mis en œuvre avec rationalité et continuité au-delà des législatures. La Fondation joue un rôle de facilitateur, de stabilisateur sur des dossiers aux enjeux plus larges que l'école, et cela au-delà des soubresauts institutionnels et politiques. Elle a, par ailleurs, mis en place des actions de terrain, comme « *Entr'apprendre* », qui permet aux enseignants de faire des stages en entreprise ou les rentrées numériques, projet-pilote lancé en collaboration avec l'association Educ'IT, qui vise à soutenir une approche technopédagogique à l'école. Le numérique bouscule notre vie, et cette dimension doit se trouver naturellement au cœur de l'enseignement.

Deux autres facettes importantes de notre travail me motivent particulièrement : l'enseignement qualifiant et tout ce qui concerne l'orientation scolaire et professionnelle. Comment faire en sorte que cette orientation positive tienne compte de l'évolution des métiers en pénurie et du marché du travail en répondant notamment aux défis de la transition numérique et des métiers en pénurie ? Comment le monde autour de l'école (associations, secteurs, entreprises, etc.) peut-il apporter un soutien aux pédagogues qui ont la charge d'éduquer et d'orienter ? C'est une priorité qui sera certainement renforcée à l'avenir par la Fondation. Quant à l'enseignement qualifiant, il est au cœur de la relation entre le monde de l'entreprise et les écoles, et nous devons continuer à nous investir pour le valoriser.

Que faut-il retenir du mémorandum que la Fondation a publié à l'occasion des dernières élections ?

ThC : Que nous souhaitons garder le cap en ce qui concerne le Pacte pour un enseignement d'excellence, dans un cadre



budgétaire soutenable. Il y a beaucoup d'ambition et d'attente, mais il reste la question des moyens. La réforme de la formation initiale des enseignants va, en effet, conduire à une augmentation de la masse salariale des futurs enseignants. Les experts montrent qu'on en sera à potentiellement plusieurs centaines de millions EUR d'augmentation d'ici quelques années. Pour la Fondation, les autorités devraient réaliser un audit de l'impact budgétaire que cela va représenter et s'accorder sur une trajectoire soutenable globale.

Quelle perspective pour l'avenir de la Fondation ?

ThC : Il y a un héritage précieux à cultiver et à développer. L'idée est de faire en sorte que la Fondation soit davantage reconnue, visible, active dans des domaines impactant la relation écoles-entreprises, qu'elle soit un interlocuteur à part entière tant au niveau de sa mission de proposition, de recommandation que des actions menées sur le terrain. L'engagement et l'enthousiasme des membres fondateurs sont en tout cas intacts, ce qui m'encourage à réaliser un nouveau plan stratégique. ■

1. La Fondation pour l'Enseignement réunit toutes les fédérations de Pouvoirs organisateurs de l'enseignement obligatoire en FWB et les fédérations d'entreprises wallonne et bruxelloise.